



**Revue de presse
1^{er} au 15 juin 2021**



Table des matières

Mission inclusion	4
La Fondation Mission inclusion dévoile son rapport d'activité 2020	5
Le Grenier – 2021-06-03.....	5
Champs d'action au Québec	6
L'art qui soigne et qui parle	7
Le Devoir – 2021-06-03 – p. B1	7
La difficile quête d'hébergement pour les autistes devenus adultes	9
Radio-Canada – 2021-06-06.....	9
Des repas à moindre coût	15
Informateur Rivières-des-Prairies – 2021-06-08 – p. 3	15
Un registre citoyen pour freiner la flambée des loyers	17
Radio-Canada – 2021-06-09.....	17
Pénurie de logements: un front commun veut une rencontre avec Andrée Laforest	18
Le Soleil – 2021-06-09.....	18
Crise du logement : le fossé se creuse pour les Sherbrookoïses dans la rue	20
La Tribune – 2021-06-09	20
Des intervenants psychosociaux accompagneront les policiers de Sept-Îles	22
Radio-Canada – 2021-06-09.....	22
Le refuge de l'hôtel Place Dupuis sur le point de fermer	24
La Presse + – 2021-05-10 – p. ACTUALITÉS_21	24
Québec ouvrira deux nouveaux refuges pour itinérants à Montréal	26
Le Devoir – 2021-06-11	26
Un mouvement est lancé pour en finir avec la maltraitance	28
L'Express Montcalm – 2021-06-11.....	28
Une serre qui fait de l'effet	29
Le Devoir – 2021-06-12 – p. C4, C5.....	29
Un premier projet de serre permanente à Inukjuak, dans le Nunavik	32
Radio-Canada – 2021-06-14.....	32
Québec met à l'essai une nouvelle approche policière à Longueuil	35
Radio-Canada – 2021-06-14.....	35
Champs d'action à l'international	37
Éthiopie: 91 % de la population au Tigré a besoin d'aide alimentaire (ONU)	38
Le Journal de Montréal – 2021-06-01	38
160 morts dans l'attaque la plus meurtrière au Burkina, le Sahel dans l'abîme	39
Le Journal de Montréal – 2021-06-06	39



Cameroun – Assistance humanitaire: Le Canada apporte son aide aux déplacés victimes de Boko Haram	41
CIN – 2021-06-11	41
Ethiopie : 33.000 enfants de la région du Tigré sont en danger de mort imminente, selon la directrice exécutive de l'UNICEF	42
XihuaNet – 2021-06-15.....	42
Actualité à surveiller	43
Rien à signaler	44



Mission inclusion



La Fondation Mission inclusion dévoile son rapport d'activité 2020

Le Grenier – 2021-06-03

<https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/23323/la-fondation-mission-inclusion-devoile-son-rapport-dactivite-2020>

La Fondation Mission inclusion présente son rapport d'activité 2020. Adaptation, mobilisation, innovation étaient les maîtres mots de leurs actions en 2020. Au cours de la dernière année, l'équipe de la Fondation a continué d'œuvrer pour une société plus juste et plus digne. Travailler sans relâche pour un monde inclusif où personne n'est laissé pour compte: voilà la raison d'être de Mission inclusion.

En lisant le rapport, il est possible de découvrir à quel point les dons ont eu un véritable impact en permettant à la Fondation de mener ses actions auprès des personnes les plus vulnérables, au Québec et dans le monde.

Grâce aux donateurs, la Fondation a assuré un filet de sécurité aux personnes vivant dans la précarité, innové dans ses façons de fonctionner et déployé ses actions malgré l'isolement, la distance et la fermeture des frontières.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



première aux sièges garnis par sa faune consacrée. Tous les créateurs du film étaient présents lundi, et ravis d'y être, même masqués et distanciés, mais les journalistes manquaient en gros à l'appel. À part James Hyndman, également porte-parole, ses acteurs n'occupent guère l'espace public médiatique. Si impliqués, pourtant.

Il faut dire que cette production (en webdiffusion gratuite sur le site du TNM), née d'ateliers d'écriture de Claudia Bilodeau et Isabelle Côté, est un partenariat du TNM avec l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal, le Théâtre Aphasique (spécialisé dans la réadaptation d'une clientèle aux difficultés d'élocution) et Les Impatients (organisme phare d'expression artistique pour les personnes avec un problème de santé mentale). Ainsi, issues de ces rangs, des figures de l'ombre prenaient la lumière à l'écran du théâtre.

On traite beaucoup de santé mentale dans les médias. Le confinement a engendré des dépressions, des troubles de dissociation et autres maux de l'esprit. Auparavant, la société cachait ses marginaux plus soigneusement. Soudain, l'ampleur des dérives collectives nous saute aux yeux. L'aphasie, de son côté, altération de la parole, est souvent causée par un simple ACV. Et comment s'imaginer que ce type de problèmes n'arrive qu'aux autres ? Pourtant, la marginalisation se perpétue. Pour les personnes écartées à cause de leur différence, l'art aide à voir la lumière au bout du tunnel. Il permet aussi de casser les préjugés, cette plaie des bien-pensants endormis. «Je fais du théâtre pour sortir de ma zone de confort et ne plus me sentir jugée,»explique une des interprètes.

Dans Tout le monde est une vedette, des parois fictives entre les êtres tombent là où le spectacle démarre. Celui-ci devait être présenté sur scène, nous précisait Lorraine Pintal, mais la pandémie s'est invitée. Des rencontres par Zoom, des répétitions chacun chez soi, une réunion au TNM, un tournage et voici ! Les monologues sont créés par les acteurs, avec coups de pouce ici et là. Chaque fragment est filmé dans un coin du TNM adapté au personnage inventé. L'action se déroule lors d'un spectacle bénéfice au profit des itinérants. Dès lors, le théâtre devient une nef chargée de rêves, de déceptions et d'humour, peinte sans complaisance. Un vendeur de L'itinéraire qui bat normalement la semelle devant ses vitres n'en revient pas d'être soudain invité à pénétrer dans le hall du TNM. Une dame ayant gagné un billet de théâtre à une loterie de son bureau découvre un nouvel univers aux codes inconnus. Une vedette sur le retour rêve de remplacer l'animatrice de la soirée, une attachée de presse sous pression s'arrache les cheveux, une barmaid ambitieuse cherche à séduire les bonzes du milieu artistique. D'autres créatures s'avancent, dont le fantôme d'une effeuilleuse de l'ancien Gayety sur lequel le TNM s'est érigé, puis un poète capable de l'entrevoir. Ajoutez un snob qui pérore avant le spectacle, une femme de ménage revêtant les merveilleuses coiffes d'une loge pour se métamorphoser en star, un comptable qui se rêve ailleurs. Quant au comédien incarné par James Hyndman, son agent s'en débarrasse ce soir-là parce qu'il n'est plus au goût du jour. Rien d'un éden, ni côté jardin, ni côté cour, ce TNM fantasmé.

Certains acteurs jouent plus juste que d'autres, bien entendu. Sur le lot, des talents s'imposent. Partout, des défis se relèvent. Tout compte fait, ce portrait d'ensemble prend mieux le pouls d'un théâtre que bien des pièces conçues sur le sujet par des dramaturges professionnels. Chacun peut devenir une vedette pour le meilleur et pour le pire à l'heure des réseaux sociaux, bien sûr, mais certains vivent mieux ce passage à la lumière. La création les aide à se propulser hors du trou creusé par la société. Et sous une cape d'invisibilité, ironie du sort, il leur est plus facile de croquer les sujets à dépeindre par-dessus le marché.

[Retour à la table des matières](#)



La difficile quête d'hébergement pour les autistes devenus adultes

Radio-Canada – 2021-06-06

Par : Anne Marie Lecompte

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1795217/quebec-autisme-adulte-autonome-hebergement-travail-adapte-parent>

Zacharie, le plus jeune des trois enfants de Ghislain Arsenault, est atteint du trouble du spectre de l'autisme. Il travaille à plein temps dans un lave-auto et est amoureux d'une femme de son âge, autiste elle aussi.

Récemment, Zacharie a demandé un prêt de 500 \$ à son père, président de Truck'N Roll, entreprise de transport de matériel de scène. Ghislain Arsenault a sursauté.

Qu'est-ce que Zach voulait faire de cette somme? Acheter une bague.

Zacharie voulait épouser sa compagne. Dans son monde à lui – et c'est pas nous qui lui avons dit ça – si tu veux coucher avec quelqu'un, tu dois te marier, explique Ghislain Arsenault, qui a sur-le-champ appelé Donna Wehrung, la mère de Zach. On a un meeting à soir, chérie!

Donna aurait voulu qu'il reste avec nous pour la vie, poursuit M. Arsenault. Sauf qu'à 27 ans, quand t'as une job et une blonde, tu veux déménager.

Un jeune homme portant un couvre-visage lave une voiture dans un lave-auto tout en regardant l'objectif du photographe.

Zacharie Arsenault travaille à plein temps dans un lave-auto et il a emménagé dans une maison, achetée par ses parents, qui servira à loger quelques autres personnes vivant avec le trouble du spectre de l'autisme (TSA).

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Pour les enfants ayant des besoins particuliers, l'accession à l'âge adulte est un gouffre. C'est l'image employée par quantité de parents qui voient s'écrouler le précieux édifice de services et de soins érigé, pierre par pierre, autour de leur enfant. Et ce, au moment même où ce soutien devrait non seulement être maintenu, mais peut-être même intensifié.

Au Canada, 1 % des Canadiens de 15 ans et plus ont une incapacité liée au développement, soit plus de 315 400 personnes.

Fin avril, Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, a annoncé un investissement dans l'hébergement de personnes autistes ou ayant des déficiences.

Au total, depuis 2019, ce sont quelque 650 millions de dollars que le gouvernement de François Legault a budgétés pour maintenir et consolider ces ressources en hébergement, pour lesquelles il y a une liste d'attente comptant près de 2000 personnes au Québec.

Quand l'argent descend [du gouvernement] pour le résidentiel, souvent les formulaires sont complexes et les délais sont courts pour présenter un projet, déplore Lili Plourde, directrice générale de la Fédération québécoise de l'autisme. C'est compliqué.



De plus, dit Mme Plourde, les instances qui prodiguent des services, les CISSSCentre intégré de santé et de services sociaux et les CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux par exemple, trouvent des raisons pour fermer rapidement les dossiers des adultes. À partir du moment où une personne démontre de l'intérêt à vivre de façon autonome, on décide qu'elle l'est, autonome, et on ferme le dossier trop rapidement.

Ce n'est pas judicieux d'enlever le soutien quand ça a l'air de bien aller, fait-elle valoir. Si ça va bien, c'est justement parce qu'il y a du soutien!

L'accompagnement d'un éducateur, certains vont en avoir besoin toute leur vie, dit encore Mme Plourde. Mais, encore là, c'est compliqué d'avoir le soutien d'un éducateur pour faire de la vie en appartement un succès.

À ceux qui objectent que de telles mesures coûtent cher à l'État, la directrice de la Fédération québécoise de l'autisme rétorque qu'une place en institution coûte encore plus cher, surtout pour quelqu'un qui n'a pas nécessairement besoin d'un milieu aussi lourd.

Ce dont ont besoin les personnes autistes relativement autonomes qui ont fini leur scolarité au régulier, c'est un petit plus, explique Lili Plourde. Ce peut être un lieu de transition entre la maison familiale et leur futur chez-soi, ou encore un logement supervisé et subventionné dans le cas des bénéficiaires des programmes de solidarité sociale ou d'aide sociale.

Toutefois, ces habitations se font rares.

C'est inégal d'une région à l'autre [du Québec]. Il manque beaucoup de services et ça a une incidence sur le développement de ces personnes.

Une citation de :Lili Plourde, directrice générale de la Fédération québécoise de l'autisme
Dès sa création il y a près de 40 ans, la Fédération québécoise de l'autisme a réclamé des services pour les adultes, notamment en hébergement. Force est de constater que les efforts nécessaires n'ont pas été déployés [...], écrivait la Fédération dans un portrait publié en 2019 sur les milieux de vie des adultes autistes autres que le milieu familial.

Il y a des choses qui ont bougé, répond Lili Plourde, mais à petite échelle. Et ça s'adresse aux adultes qui ont de très grands besoins.

Ceux qui ont juste besoin d'un petit plus sont oubliés, déplore-t-elle.

Un père regarde un jeune homme; les deux sourient et posent devant une haie de cèdres.
Ghislain Arsenault veut que son fils Zacharie puisse vivre sa vie tout en bénéficiant de l'encadrement dont il a besoin.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Un tout-inclus dans l'Ouest-de-l'Île

Des milliers de familles n'ont pas les moyens de soutenir leur enfant comme on soutient Zach, dit Ghislain Arsenault, qui a décidé de procurer à son fils ce dont il a besoin pour mener une vie qui soit la plus normale possible.



À l'hiver 2021, dans un marché immobilier survolté, l'homme d'affaires a mis le grappin sur une belle petite maison de l'Ouest-de-l'Île de Montréal, pour son benjamin. Et pas uniquement pour lui : pour trois autres personnes autistes qu'il lui reste encore à trouver.

La maison est à proximité des services et des transports en commun, car habituellement les personnes autistes ne conduisent pas, précise-t-il. Et, quand elles travaillent, c'est au salaire minimum. Alors M. Arsenault a fixé à 450 \$ par mois la somme que lui versera chacun de ses quatre locataires pour une sorte de tout-inclus, sans la nourriture.

Le reste de l'opération sera financé par une fondation privée sans but lucratif que Ghislain Arsenault entend créer.

Au jour le jour, cela pourrait ne pas être simple : comment gérer d'éventuels conflits entre colocataires, par exemple? C'est un projet de société! On va y aller étape par étape, dit M. Arsenault, qui avoue n'avoir aucune idée dans quoi [il s']embarque.

Non seulement je vais donner à ces jeunes une qualité de vie, mais je vais les aider à se trouver du travail. Moi, j'en connais du monde.

Une citation de :Ghislain Arsenault, père d'un jeune homme autiste de 27 ans
À boutte d'attendre

À peu près partout au Québec, des familles comme celle de Ghislain Arsenault créent à bout de bras des ressources en hébergement sur mesure pour leurs enfants adultes et autistes.

Ce sont des parents "à boutte" et "tannés" d'attendre des services qui ne viennent jamais, résume Lili Plourde

Ces projets en émergence, comme on les appelle, sont montés en partenariat avec le réseau communautaire ou le secteur privé. Reste ensuite le défi colossal de les financer à long terme et de conclure des ententes de services avec le réseau de la santé et des services sociaux, comme l'écrivait la Fédération québécoise de l'autisme dans son portrait publié en 2019.

Ce qu'est le trouble du spectre de l'autisme

Le trouble du spectre de l'autisme (TSA) est, selon la définition du CHU Sainte-Justine, une condition qui affecte de manière variable plusieurs aspects du développement de l'enfant.

On parle de spectre parce que les personnes identifiées comme autistes peuvent être très différentes les unes des autres. La sévérité des manifestations de ce trouble varie d'une personne à une autre.

Le TSA se manifeste notamment par une communication sociale absente ou insuffisante chez ceux qui en sont affligés. Ghislain Arsenault l'explique ainsi : ils ne sont pas capables de lire les gens. Le sarcasme, par exemple, ils ne comprennent pas ça.

Un jeune homme travaille dans un lave-auto avec des écouteurs dans les oreilles et un couvre-visage.

Zacharie Arsenault mène une vie réglée au quart de tour. Le trouble du spectre de l'autisme (TSA) entraîne des difficultés de communication à des degrés qui varient d'une personne à l'autre.



PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Zacharie ne pourrait pas travailler avec la clientèle; il l'a pas. Il lave et essuie des autos huit heures par jour avec sa musique dans les oreilles, de bonne humeur. Quand je viens le chercher le soir, il est fatigué, mais heureux.

Une citation de : Ghislain Arsenault décrivant son fils Zacharie, 27 ans, atteint du TSA

Calme, jamais agressif et facile à aimer, Zacharie Arsenault a fait son cours primaire et secondaire dans une classe normale du réseau public. Une aide pédagogique le suivait comme une ombre, lui et d'autres élèves en difficulté.

Même s'il écrit bien et adore la lecture, il n'a jamais passé d'examens et n'a pas de diplôme.

Sa vie est réglée au quart de tour : lever, coucher et repas sont toujours à la même heure. Au menu, en boucle depuis vingt ans : poulet, saumon teriyaki, spaghetti et pizza (le livreur le connaît bien).

En aucun temps il ne faut le brusquer : un éclat de voix entre collègues peut le détruire pour la journée, décrit son père.

L'autre bout du spectre

Le cas de mon fils est sévère, prévient Mireille de Palma au bout du fil. Colin, 30 ans, est non-verbal et incontinent.

Un jeune homme réfléchit sous le regard de sa mère.

Colin De Palma-Duquet est le plus jeune des deux enfants de Mireille de Palma. Elle en partage la garde avec le père, dont elle est séparée.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Pour Colin, Mme de Palma jongle avec l'idée d'instaurer sa propre ressource en hébergement dans sa région des Basses-Laurentides. Un endroit où son grand garçon bénéficierait de l'attention d'un intervenant pour lui tout seul, en tout temps. Comme à la maison.

Comme un enfant de deux ans, mon fils n'a absolument aucune conscience du danger, raconte-t-elle. Donc, tout représente un danger pour lui. Il nécessite une surveillance constante.

Des piles s'échappent-elles d'un jouet? Il tente de les avaler. La nuit, il lui arrive de prendre son lit pour un trampoline, ou d'en déchiqueter les draps pour en mâchouiller les fils.

Séparée du père de Colin, Mme de Palma partage avec ce dernier la garde du jeune homme à raison d'une semaine chacun. Le couple a aussi une fille, plus âgée.

Une mère chatouille avec un brin de persil le nez de son fils, adulte, qui sourit.

En dépit des exhortations des membres de son entourage, Mireille de Palma se refuse à placer son fils dans les conditions actuelles offertes par les ressources en hébergement.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Cette vie contraignante en fait sourciller plus d'un. Les gens ne voient que le fardeau, ou que le fait que je ne puisse pas voyager quand je veux, constate-t-elle.

C'est mon trésor. Il me rend heureuse, je le rends heureux. J'aime mon fils, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise?



Une citation de :Mireille de Palma, mère de Colin, 30 ans, atteint du trouble du spectre de l'autisme

Placer Colin en institution, il n'en est pas question pour Mme de Palma. La dernière ressource que j'ai visitée comptait neuf jeunes pour deux intervenants, dit-elle, d'un ton désapprobateur.

De plus, elle soutient que dans nombre de résidences, le personnel est peu ou pas formé pour s'occuper de cas de TSA.

Dans les moments de découragement, cette mère dévouée se dit que le mieux serait que son fils parte en même temps qu[elle].

Un jeune homme se promène à l'extérieur dans un fauteuil roulant, poussé par une jeune femme.

Colin est soutenu et aidé par Josiane Gendron, éducatrice spécialisée. Deux autres professionnels se relaient à la maison, auprès de lui, notamment la nuit.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

À la maison, trois éducateurs spécialisés que cette mère a elle-même recrutés se relaient auprès de Colin. Leur salaire provient en partie de sa poche et en partie du Programme d'allocation directe – chèque emploi-service du gouvernement du Québec.

Colin ne s'automutile pas et n'est pas violent. C'est grâce à toute cette attention qu'il reçoit, à cette valorisation de chaque petit pas, chaque petit progrès, Mireille de Palma en est persuadée.

L'amour, c'est un outil pour ces enfants-là, et pour leurs parents. Ça donne des ailes.

Une citation de :Mireille de Palma, mère de Colin, 30 ans, atteint du trouble du spectre de l'autisme

Aimé, il l'a été à l'école primaire Gaston-Pilon à Boisbriand, où il était en classe spéciale. À la récréation, les enfants du régulier se disputaient le privilège de lui donner sa collation. Lorsqu'il a quitté cette école, tous se sont rassemblés dans la cour pour laisser s'envoler un bouquet de ballons.

Quand elle le raconte, Mireille de Palma se met à pleurer.

Un jeune homme regarde l'objectif en souriant.

Colin mesure 1,83 m. « Quand il refuse de bouger et que je dois changer sa couche, c'est sûr que j'ai besoin d'aide », explique sa mère, Mireille de Palma.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Le puzzle du TSA

Les familles qui se résignent à placer leur jeune adulte atteint du TSA ne sont pas au bout de leurs peines.

Lili Plourde, de la Fédération québécoise de l'autisme, cite l'exemple de parents de sa connaissance qui attendent depuis dix ans une place pour leur fille de 35 ans.

D'autres vont aménager le sous-sol de leur maison à défaut de trouver une ressource dotée des services requis.



Quant aux personnes autistes qui n'ont pas de famille, elles vont vivre dans des logements insalubres, rapporte Mme Plourde, qui ajoute que l'itinérance et même le suicide guettent ces gens sans soutien et mal informés des ressources mises à leur disposition.

Pour Ghislain Arsenault, ce n'est pas l'aide qui manque, mais plutôt la coordination de cette aide. Entre les fonctionnaires des différents ministères impliqués, les intervenants sur le terrain et les parents, il n'y a pas de pivot, déplore-t-il.

Le symbole associé au TSA est le puzzle et cela n'étonne pas M. Arsenault. La vie de parents comme lui est un casse-tête à assembler morceau par morceau, mais sans la boîte. Sans savoir à quoi tout cela doit ressembler au final.

On ne sait pas ce qu'on fait, conclut-il. On sait juste qu'on doit le faire.

[Retour à la table des matières](#)



Des repas à moindre coût

Informateur Rivière-des-Prairies – 2021-06-08 – p. 3

Par : Yohann Goyat

Prairies

Journaliste

ACTUALITÉ

Des repas à moindre coût

Éducation . Tous les mardis et jeudis depuis deux semaines les intervenants de l'équipe RDP offrent aux élèves de l'école secondaire Jean-Grou des plateaux-repas. En collaboration avec le traiteur Duo 2 chef, ils proposent de varier leur alimentation pour 5\$.

YOHANN GOYAT
journaliste

Il est 11h20 et la cloche de l'école sonne. Comme tous les midis, les élèves marchent en direction du boulevard Perras afin d'acheter leur repas. Bien souvent les commerces vers lesquels ils se rabattent sont IGA, le dépanneur ou bien Tim Horton mais les files d'attente les découragent. Équipe RDP leur offre la possibilité d'être servis rapidement et à moindre coût. L'offre alimentaire dans le secteur n'est pas suffisamment diversifiée selon Maxime, premier élève à acheter son plateau-repas ce jour-là auprès des intervenants. Pizza, hot-dog, hamburger, poutine, frites... Selon ses



Chaque semaine, les repas sont élaborés par le traiteur Duo 2 chef. Celui-ci varie l'offre alimentaire au maximum. (YOHANN GOYAT/INFORMATEUR)

mots, il est étonné de manger toujours la même chose d'autant plus que la qualité n'est pas forcément toujours au rendez-vous, ajoute-t-il. Les repas proposés aux élèves sont confectionnés par le traiteur Duo 2 chef. Une offre étudiée en fonction des budgets des familles et des goûts des élèves. «On essaye de satisfaire au mieux la demande et d'écouter les élèves», souligne Rick-Andy Jean-Baptiste copropriétaire de la place. Lorsque l'équipe RDP l'a démarché pour participer à cette initiative, Duo 2 Chef a tout de suite adhéré au projet. «C'était pour nous une évidence. Nous avons grandi dans le quartier et venir en aide aux plus jeunes de notre

communauté est un plaisir», ajoute M. Jean-Baptiste. Wadeline qui achète souvent ces plateaux-repas se réjouit de pouvoir diversifier son alimentation. «C'est bien meilleur, dit-elle que les supermarchés aux alentours».

Une initiative mise en place depuis deux semaines au sein des locaux de l'équipe RDP. Chaque mardi et jeudi ce sont près d'une trentaine de repas qui sont servis. Ce jour-là, les intervenants n'avaient pas assez de nourriture pour servir tout le monde. Une dizaine de plateaux-repas auraient pu être vendus en plus. **Aménagements** Si cette idée séduit chaque jour de plus en plus d'élèves, Pierrson Vaval, directeur de

TRAVAUX

Des dos d'âne supplémentaires près des écoles et des parcs

L'arrondissement de RDP-PAT fait de la sécurité routière une priorité. Une décision a été prise d'installer près de 78 dos d'âne allongés sur son territoire cet été. Pour cela un contrat de 471 195,97 \$ a été octroyé à l'entreprise Melchior division Sintra inc. pour la construction de ceux-ci.

La question de réduction de vitesse est un sujet préoccupant pour les citoyens, notamment dans les zones scolaires et à proximité des parcs. L'arrondissement a pris en compte les nombreuses interpellations à ce sujet et a décidé de mettre en place à ces mêmes endroits précis des ralentisseurs. «Un nombre record comparé aux années précédentes», peut-on lire dans le dernier rapport du conseil d'arrondissement. Plusieurs écoles sont concernées pour Rivière-des-Prairies et Pointe-aux-Trembles. Les écoles François-La Bernade, Denise-Pelletier, Simone-Degardins et Félix-Leclerc.



La pose de 78 dos d'âne allongés ciblant principalement les abords des écoles et des parcs. (YOHANN GOYAT/INFORMATEUR)

Il est prévu également d'implanter des dos d'âne sur certaines rues résidentielles ou une problématique de vitesse a été constatée sur différentes rues. Une partie des interventions proposées ont été retenues dans le cadre du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAE) pour l'année 2021. Le programme PSAE du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal prend en charge les dépenses liées au contrat à hauteur de 79,89%, et 20,11% est pris en charge par l'administration locale. Les travaux débuteront au cours du mois de juin et se termineront en octobre. **YOHANN GOYAT**

POLITIQUE

Nathalie Pierre-Antoine nouvelle mairesse suppléante

La conseillère d'arrondissement d'Ensemble Montréal pour le district de Rivière-des-Prairies, Nathalie

Pierre-Antoine, sera la nouvelle mairesse suppléante de RDP-PAT. Une proposition à cet effet a été adoptée lors du dernier conseil d'arrondissement. Ce mandat était occupé depuis le 3 juin 2020 par Lias Christensen, conseillère d'arrondissement de Projet

Montréal dans le district de la Pointe-aux-Prairies. Un maire suppléant devait être désigné lors du conseil d'arrondissement du 1^{er} juin pour une nouvelle période. La mairesse Caroline Bourgeois a proposé le renouvellement du mandat de Mme Christensen. Celui-ci

a été rejeté au vote en majorité par les membres de l'opposition. Giovanni Rapani, conseiller indépendant dans le district Rivière-des-Prairies, a pour sa part, proposé la candidature de Mme Pierre-Antoine. L'opposition a emporté le vote à majorité,

Mme Bourgeois et Mme Christensen votant contre. Le mandat de Mme Pierre-Antoine s'étendra jusqu'à l'assomblée des nouveaux élus, lequel se tiendra à la suite des prochaines élections municipales du 7 novembre.



Mme Pierre-Antoine prête en fonction jusqu'à l'assomblée des nouveaux élus. (CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE PROJET)

Pour tous vos besoins publicitaires

Mauro Rotondo
Directeur de compte
T. 514 465-2616
C. mrotondo@metromedia.ca

Plus de 30 ans de services pour vous!
514 730-9050

BESOIN URGENT DE PROPRIÉTÉS!

J'ai de très bons clients acheteurs et qualifiés, j'attends votre appel pour évaluer votre résidence

FAITES VITE! MLS 12043656
570, 59^e Avenue,
Pointe-aux-Trembles.
Bungalow détaché avec
garage, possibilité 3 c.a.c. au
rez-de-chaussée, toiture en
metal 500 m².

Faites le bon choix appeler Diane LaBelle
Conseillère immobilière

514 644-0000 | dianelabelleremax@videotron.ca | Cell.: 514 730-9050

Éducation . Tous les mardis et jeudis depuis deux semaines les intervenants de l'équipe RDP offrent aux élèves de l'école secondaire Jean-Grou des plateaux-repas. En collaboration avec le traiteur Duo 2 chef, ils proposent de varier leur alimentation pour 5\$.

Il est 11h20 et la cloche de l'école sonne. Comme tous les midis, les élèves marchent en direction du boulevard Perras afin d'acheter leur repas.

Bien souvent les commerces vers lesquels ils se rabattent sont IGA, le dépanneur ou bien Tim Horton mais les files d'attente les découragent. Équipe RDP leur offre la possibilité d'être servis rapidement et à moindre coût.



L'offre alimentaire dans le secteur n'est pas suffisamment diversifiée selon Maxime, premier élève à acheter son plateau-repas ce jour-là auprès des intervenants.

Pizza, hot-dog, hamburger, poutine, frites... Selon ses mots, il est «tanné» de manger toujours la même chose «d'autant plus que la qualité n'est pas forcément toujours au rendez-vous», ajoute-t-il.

Les repas proposés aux élèves sont confectionnés par le traiteur Duo 2 chef.

Une offre étudiée en fonction des budgets des familles et des goûts des élèves. «On essaye de satisfaire au mieux la demande et d'écouter les élèves», souligne Rick-Andy Jean-Baptiste copropriétaire de la place.

Lorsque Équipe RDP l'a démarché pour participer à cette initiative, Duo 2 Chef a tout de suite adhéré au projet. «C'était pour nous une évidence. Nous avons grandi dans le quartier et venir en aide aux plus jeunes de notre communauté est un plaisir», ajoute M. Jean-Baptiste.

Wadeline qui achète souvent ces plateaux-repas se réjouit de pouvoir diversifier son alimentation. «C'est bien meilleur, dit-elle que les supermarchés aux alentours.» Une initiative mise en place depuis deux semaines au sein des locaux de Équipe RDP. Chaque mardi et jeudi ce sont près d'une trentaine de repas qui sont servis.

Ce jour-là, les intervenants n'avaient pas assez de nourriture pour servir tout le monde. Une dizaine de plateaux-repas auraient pu être vendus en plus.

Aménagements Si cette idée séduit chaque jour de plus en plus d'élèves, Pierreson Vaval, directeur de Équipe RDP souligne un point important, «le phénomène de l'itinérance lors de la consommation des repas». En effet après avoir acheté leurs repas les jeunes errent aux alentours de l'école et du stationnement sans réellement se poser à un endroit en particulier.

Un phénomène qui le préoccupe ainsi que les intervenants travaillant à ses côtés, à l'image de Patrick lequel a enfilé son gilet jaune afin de faire de la prévoyance. «Si tu n'organises pas l'espace, les gens vont s'approprier l'espace de façon désordonnée», explique M. Vaval.

À cet effet, il travaille avec les élus et l'arrondissement à la mise en place de plus d'aménagements (tables, mobilier, etc.) aux alentours des lieux scolaires.

Une manière aussi selon lui de montrer aux jeunes que leurs besoins sont aussi pris en compte.

Cette offre va cesser d'ici deux semaines, car les examens vont avoir lieu.

Dans un futur proche M. Vaval tient tout de même à proposer une offre alimentaire diversifiée aux élèves avec l'implantation d'un «food truck». «Nous voulons quelque chose de plus structurée pour l'année prochaine, ça c'est sûr !»

[Retour à la table des matières](#)



Un registre citoyen pour freiner la flambée des loyers

Radio-Canada – 2021-06-09

Par : Louis Gagné

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1799976/registre-loyers-citoyen-crise-logement-quebec-montreal-base-donnees-ouvertes>

Au moment où le débat sur l'existence d'une crise du logement fait rage au Québec, un organisme à but non lucratif a décidé de mettre son expertise dans les données ouvertes au service des locataires. La Base lance mercredi un registre public et citoyen des loyers qui permet de connaître le montant payé par le locataire précédent.

L'initiative vise à contrer la flambée des prix des loyers en misant sur la transparence et le partage des informations. Les locataires de tout le Québec sont invités à visiter le site registredelesloyers.quebec afin d'y partager les données sur leur loyer.

Autrefois, la tradition était de laisser son bail dans une armoire en quittant son logement. L'information se passait d'un locataire à un autre. Aujourd'hui, c'est par la technologie qu'on peut se partager l'info et créer des locataires avertis, explique le directeur de La Base, Adam Mongrain.

Plus les locataires seront nombreux à partager les informations de leur loyer sur le registre, plus ce dernier contribuera à protéger l'accès aux logements abordables et à prévenir l'aggravation de la crise, fait valoir l'organisme.

Corriger les lacunes

M. Mongrain soutient que le système actuel, qui repose essentiellement sur la bonne foi des propriétaires et la confiance des locataires, ne permet pas de s'assurer que le prix du loyer demandé respecte la hausse maximale fixée par le Tribunal administratif du logement.

Citant les données compilées par l'Observatoire Grand Montréal, il rappelle que le coût moyen des loyers inoccupés dans la métropole québécoise est passé de 910 \$ en 2019 à 1198 \$ en 2020, un bond de 31,6 %.

Début du widget . Passer le widget?

Fin du widget . Retour au début du widget?

Le montant moyen demandé pour un logement au Québec dépasse largement les limites raisonnables prévues par la loi. Maintenir la confiance entre les locataires et les propriétaires passe par un outil de transparence pour corriger les lacunes de surveillance du marché locatif et décourager les hausses abusives, insiste Adam Mongrain.

Le partage des informations sur la plateforme registredelesloyers.quebec est gratuit. L'organisme La Base assure que les données sur les loyers seront anonymisées et ne pourront être réutilisées à des fins commerciales.

[Retour à la table des matières](#)



Pénurie de logements: un front commun veut une rencontre avec Andrée Laforest

Le Soleil – 2021-06-09

Par : Patrice Bergeron, La Presse canadienne

<https://www.lesoleil.com/actualite/politique/penurie-de-logements-un-front-commun-veut-une-rencontre-avec-andree-laforest-ae8a2e710dbc7f9abf1da2d43a4c0655>

Un front commun réclame une rencontre avec la ministre responsable de l'Habitation, Andrée Laforest, dans le contexte de la pénurie de logements.

Québec - Des organismes d'économie sociale ont transmis une lettre à la ministre dans laquelle ils font part de pistes de solution.

La Presse Canadienne a obtenu mercredi cette lettre conjointe des organismes, qui comprend notamment le Chantier de l'économie sociale et le regroupement des coops d'habitation.

«Nous unissons nos voix pour signaler notre inquiétude face à des réponses s'appuyant sur des logiques de recours au secteur privé à but lucratif combinées à des subventions aux locataires», écrivent-ils.

Plutôt que l'aide au loyer qui peut finir par être selon eux «une dépense faramineuse pour les contribuables», ils proposent des solutions à long terme fondées sur l'économie sociale.

Il font valoir qu'avec l'aide au loyer, il faudrait augmenter en moyenne de 85 % les revenus des populations touchées pour rendre leur loyer «abordable», et «rien ne garantit que ces logements soient revendus à des prix abordables et que le gouvernement aura en tout temps les moyens de ces subventions», peut-on lire.

D'autres formules

Ils recommandent plutôt la mise en place d'autres formules, comme des coopératives de propriétaires, des parcs de logements gérés par des organismes sans but lucratif d'habitation, des fiducies d'utilité sociale, ou encore des résidences pour personnes âgées collectives.

Enfin, ils demandent l'adoption d'une politique nationale de l'inclusion de logements abordables à perpétuité.

Outre le Chantier de l'économie sociale et la Confédération québécoise des coopératives d'habitation, les organismes signataires sont le Réseau québécois des OSBL d'habitation, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec et l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant.

Pas de crise

Partout au Québec, depuis plusieurs semaines, des locataires cherchent désespérément des appartements et dénoncent la hausse spectaculaire des loyers.

Rappelons qu'en mai, le premier ministre François Legault avait refusé d'avoir recours à l'expression «crise du logement» parce que selon lui, «cela a des impacts».



En ce sens, il cautionnait sa ministre Andrée Laforest, qui avait affirmé en commission parlementaire qu'«on n'est pas du tout dans une situation de crise du logement».

Elle avait fait valoir que le taux d'inoccupation des logements était de 0,6 % au début des années 2000 à Montréal, par rapport à 2,7 % en 2020. Dans le reste du Québec, le taux était légèrement sous la barre des 2,5 % en 2020.

La CAQ avait promis de construire 15 000 logements sociaux durant son mandat. Mme Laforest a assuré que l'engagement caquiste allait être réalisé.

En outre, Québec et Ottawa ont annoncé un investissement supplémentaire de 100 millions \$ pour la rénovation de HLM à Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



Crise du logement : le fossé se creuse pour les Sherbrookoïses dans la rue

La Tribune – 2021-06-09

Jasmine Rondeau

<https://www.latribune.ca/actualites/crise-du-logement--le-fosse-se-creuse-pour-les-sherbrookoises-dans-la-rue-885e3736718e30d561ebf64cf19f6d41>

« On voit de la discrimination tous les jours ». Témoins d'un embourgeoisement grandissant de plusieurs secteurs à Sherbrooke et impuissantes devant l'inaccessibilité des logements pour les Estrieuses qui veulent se sortir de la rue, les intervenantes du Projet Appart en appellent à la sensibilité des gouvernements, des propriétaires et des citoyens afin de freiner l'hémorragie.

Sherbrooke - Dans une offensive lancée mardi matin, celles qui accompagnent les personnes en situation d'itinérance dans leur recherche de logement et dans leur stabilité résidentielle veulent notamment mettre en lumière les contrastes entre l'offre du parc de logement locatif de la ville et les réels besoins toujours non comblés de la population, mais aussi les pratiques illégales qu'elles observent régulièrement chez certains propriétaires et gestionnaires immobiliers.

« Peut-être qu'au bout du fil, quelqu'un va comprendre qu'il y a vraiment une crise du logement au-delà de la pandémie, explique Karine Hamel, intervenante communautaire et porte-parole pour le Projet Appart. La crise était déjà là l'an dernier, mais ça va de mal en pis. Notre travail est devenu terriblement difficile. On se fait refuser des logements toutes les semaines parce que les gens qu'on accompagne n'ont pas de bon crédit ou ont des dossiers à la régie. Souvent même simplement parce qu'ils ont été dans la rue, même s'ils ont une subvention qui paie deux mois de loyer. »

Rappelons que le taux d'inoccupation à Sherbrooke est maintenant de 1,3 %, comparativement à 2,3 % l'an dernier. En raison de ce taux bien en deçà de l'équilibre de 3 %, l'Association des locataires de Sherbrooke avançait le 28 mai dernier qu'au moins une soixantaine de ménages pourraient se retrouver à la rue le premier juillet, faute de logement abordable disponible.

« À cause de ça, nous avons vu que les propriétaires sont de plus en plus exigeants, dénonce Mme Hamel. Certains agissent de façon illégale. Certains chargent l'enquête de crédit, ce qui est de la discrimination, tandis que d'autres demandent trois mois de loyer à la signature. C'est terrible. »

Embourgeoisement du centre-ville

Mme Hamel et ses collègues dénoncent également un embourgeoisement des quartiers sud et du centre-ville de Sherbrooke. Les investissements de plus de 50 M\$ aux alentours de la rue Alexandre par un promoteur immobilier, dévoilés le mois dernier dans La Tribune, comptent notamment parmi leurs inquiétudes.

« On a remarqué que beaucoup de propriétaires montréalais ont acheté à Sherbrooke. Soit qu'ils mettent tout à terre pour reconstruire en plus luxueux, soit ils font du "maquillage" : un peu de peinture, un peu de rideaux, tout inclus, et ensuite ils doublent le prix. J'ai vu des logements 3 1/2 qui étaient à 450 \$ et qui sont maintenant à 700 et quelques sur la rue Brooks



», plaide Mme Hamel, déplorant qu'« il n'y a rien qui se construit qui n'est pas de luxe en ce moment ».

Elle invite également tous les citoyens à dénoncer les abus dont ils sont témoins. « Si un propriétaire fait de la discrimination lors de démarches locatives, on ne peut pas aller à la Régie du logement puisqu'il n'y a pas de bail de signé, précise Mme Hamel. On doit aller à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nous, on encourage les gens à aller porter plainte sur le site et on peut les accompagner s'ils le veulent. Tout est gratuit. »

Deux semaines de sensibilisation

La campagne « sortir de la rue », lancée par le Projet Apart, prévoit différentes actions entre les 8 et 20 juin afin de mettre la crise du logement actuelle en lumière et de réclamer les 15 000 logements sociaux promis par le gouvernement provincial, de même que la construction de 300 logements sociaux par an à Sherbrooke.

L'organisme entend notamment diffuser massivement ses publicités « Je veux sortir de la rue... mais », qui présentent des annonces de logements à des coûts dérisoires pour le budget d'une personne sur l'aide sociale et qui présentent des conditions auxquels ils ne peuvent pas répondre, comme des enquêtes de crédit et de prélocation. « Avec un revenu moyen de 750 \$ par mois, il est difficile de trouver un endroit pour se loger. Monsieur Legault, nous avons un besoin urgent de logements sociaux. »

Les intervenantes comptent également arpenter les rues en invitant les citoyens à répondre à un questionnaire de sensibilisation, et prévoient un envoi massif de courriels au premier ministre François Legault ainsi qu'à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, le 18 juin prochain.

Tous les détails de la campagne sont dévoilés sur la page Facebook « Projet Apart Sherbrooke ».

[Retour à la table des matières](#)



Des intervenants psychosociaux accompagneront les policiers de Sept-Îles

Radio-Canada – 2021-06-09

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1800332/sante-mentale-policier-itinerance-crise-cisss-cote-nord>

Trois intervenants psychosociaux rejoindront l'équipe de la Sûreté du Québec à Sept-Îles, afin d'améliorer les interventions policières auprès des personnes vulnérables.

La Sûreté du Québec (SQSûreté du Québec) et le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) ont annoncé la création de l'Équipe Mixte d'Intervention – Police et Intervenants Communautaires (ÉMIPIC).

Selon le capitaine de la SQSûreté du Québec, Jean-Pierre Tessier, la santé mentale est un enjeu majeur pour les policiers de la région et la présence de personnes qualifiées pour répondre aux personnes en crise devenait nécessaire.

Souvent, on n'a pas les bonnes ressources ou les bons contacts pour amener la personne vers les ressources dont elle a besoin. Avec l'équipe ÉMIPIC, je pense qu'on fait un pas en avant pour avoir un meilleur service au niveau des gens qui peuvent avoir besoin d'aide, a expliqué M. Tessier.

Trois intervenants sociaux se partageront un horaire à temps plein, de sorte que les policiers puissent être accompagnés par un intervenant en tout temps.

Sa présence permettra à la fois de réduire le nombre de constats d'infractions remis aux personnes en crise et de limiter le nombre de personnes transportées vers les services d'urgences.

Désengorger les urgences de Sept-Îles

Le président-directeur général par intérim du CISSSCentre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord, Claude Lévesque, s'est dit ravi de ce partenariat qui apportera un peu d'air aux services de santé d'urgence.

Souvent, ces personnes [sont] traitées à l'hôpital, ce qui ne répond pas nécessairement à leurs besoins et contribue à l'engorgement de l'urgence. Ainsi les policiers et les intervenants communautaires travailleront en complémentarité en fonction de leur expertise

Une citation de :Claude Lévesque, président-directeur général par intérim du CISSSCentre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord

L'intervenant psychosocial pourra être amené à répondre dans différents contextes, par exemple, lorsqu'une personne est en situation d'itinérance ou pour des cas qui mêlent la toxicomanie à la santé mentale.

Les personnes interpellées seront accompagnées par les travailleurs sociaux durant l'intervention des policiers. Elles pourront aussi être redirigées par l'intervenant psychosocial, qui jouera par ailleurs le rôle d'agent de liaison auprès des ressources communautaires locales.

Mieux intervenir auprès des personnes vulnérables



La SQSûreté du Québec dit observer depuis quelques années une hausse marquée du nombre d'appels reliés à des problèmes de santé mentale à l'échelle de la province, la Côte-Nord n'y échappe pas. Questionné à ce sujet, le capitaine Tessier n'a toutefois pas révélé de données précises pour la région.

Plusieurs villes québécoises ont mis en place des partenariats semblables au cours des dernières années, après avoir constaté la difficulté de répondre aux personnes en crise.

À l'échelle de la province, un large mouvement social appelé « Defund the police » (réduire le financement de la police) demande que les fonds alloués aux services policiers servent mieux les communautés, entre autres via la bonification des services d'intervention psychosociale.

D'après les informations de Lambert Gagné-Coulombe

[Retour à la table des matières](#)

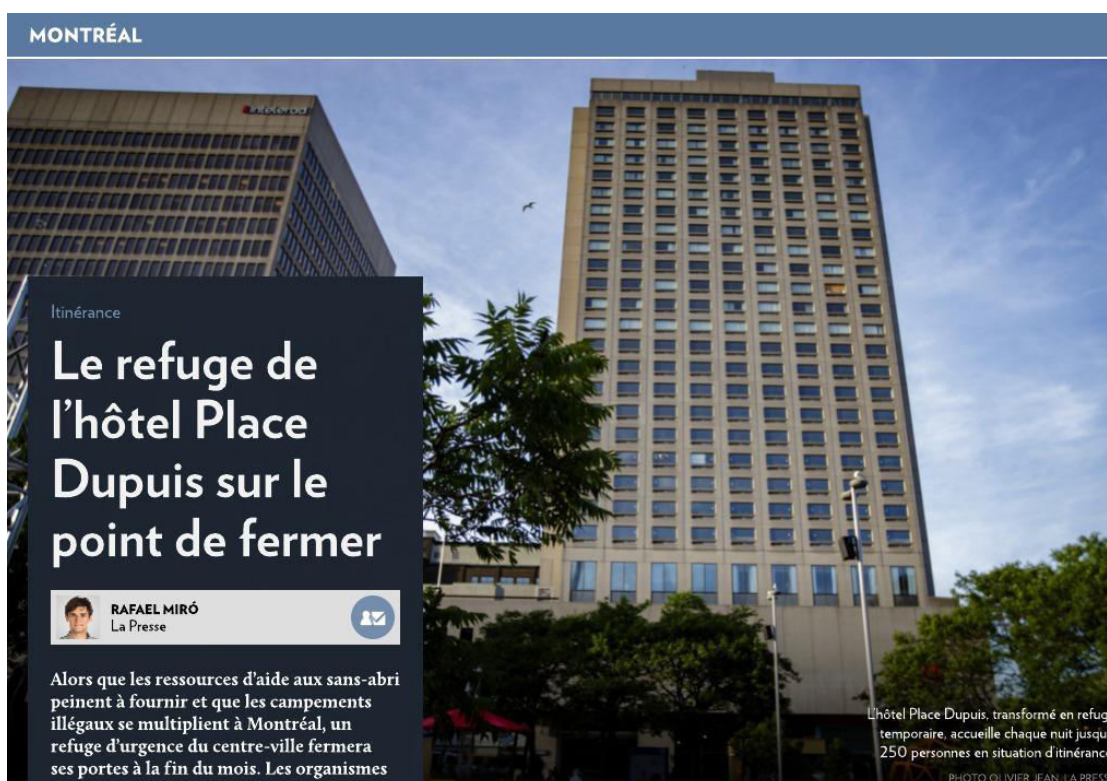


Le refuge de l'hôtel Place Dupuis sur le point de fermer

La Presse + – 2021-05-10 – p. ACTUALITÉS_21

Par : Rafael Miró

https://plus.lapresse.ca/screens/2f2db6f7-c245-4055-b001-a255566338be_7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share



Alors que les ressources d'aide aux sans-abri peinent à fournir et que les campements illégaux se multiplient à Montréal, un refuge d'urgence du centre-ville fermera ses portes à la fin du mois. Les organismes communautaires redoutent de ne pas pouvoir reloger tout le monde, car la pandémie a beaucoup limité le nombre de places offertes dans les refuges.

En octobre dernier, l'hôtel Place Dupuis a été temporairement transformé en refuge pour aider la population itinérante du Village à traverser l'hiver. L'endroit offre 250 places pour dormir chaque nuit. Sa fermeture a été annoncée une première fois pour le 31 mars, mais a été reportée en raison de la crise sanitaire. Finalement, la Mission Bon Accueil, qui chapeaute le refuge, le fermera le 30 juin.

James Hugues, directeur général de la Mission Old Brewery, déplore cette fermeture trop hâtive, selon lui. « Je sais que ces ressources sont normalement prévues pour l'hiver, dit-il, mais cette année, nous faisons face à une situation catastrophique. La pandémie et la crise du logement ont fait en sorte qu'il y a beaucoup d'itinérants cette année, et il y a beaucoup moins de places que d'habitude dans nos refuges. »



La Ville de Montréal a confirmé la fermeture du refuge, puisque le contrat passé avec les propriétaires de l'hôtel prendra fin à la fin du mois. La porte-parole de l'administration, Mélanie Gagné, a toutefois tenu à indiquer qu'il n'y aurait « pas d'interruption de services » le 1er juillet. La mise en place d'un nouveau lieu d'hébergement temporaire, assez grand pour accueillir tous les occupants du refuge actuel, devrait être annoncée prochainement.

Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal et le ministère de la Santé et des Services sociaux ont aussi fait état de cette annonce imminente, mais il n'a pas été possible de savoir où se trouverait ce nouveau centre ni combien de personnes pourraient y être accueillies. La relationniste du CIUSSS, Jocelyne Boudreault, a affirmé que le nouveau centre offrirait « plus de services » que le refuge actuel.

« Nous, on nous a seulement dit que ça allait fermer. Il y a des gens qui disent qu'on va être emmenés ailleurs, mais c'est certain qu'il n'y aura pas de place pour tous ces gens-là », raconte Oumar Leduc, un homme de 61 ans qui dort dans ce refuge depuis l'hiver dernier. Il voudrait trouver un logement à loyer modique ou une place dans les refuges, où il a déjà résidé, mais il n'en trouve pas pour le moment. « C'est vraiment pas facile quand tout le monde cherche en même temps. »

« Un nouveau phénomène »

Le directeur de la Mission Old Brewery, James Hugues, souligne que la pandémie a exacerbé le problème de l'itinérance à Montréal. Les ressources de soutien peinent à composer avec les mesures sanitaires, ce qui explique selon lui l'apparition de campements illégaux à Montréal.

« C'est un nouveau phénomène. Avant, on voyait des campements dans des villes comme Vancouver et Toronto, mais Montréal était relativement épargné. »

— James Hugues, directeur de la Mission Old Brewery

Il y a trois jours à peine, le lundi 7 juin, un de ces campements de fortune a été démantelé à l'angle de la rue Saint-Hubert et du boulevard De Maisonneuve. Selon les informations de la Ville de Montréal, ce campement situé à quelques pas du refuge de la Place Dupuis est le troisième démantelé en moins d'un an, après ceux de la rue Notre-Dame et du boisé Steinberg. Les résidants de ce campement ont été avertis une dizaine de jours à l'avance de leur expulsion, et la Ville assure avoir mis des ressources à la disposition des personnes expulsées pour les aider à trouver un endroit où dormir.

Pour James Hugues, l'apparition des campements serait une conséquence du manque de places dans les refuges, en raison des mesures sanitaires et de l'augmentation du nombre de personnes itinérantes. « En temps normal, on a beaucoup de places qui se libèrent à chaque début de mois, lorsque les gens reçoivent leur chèque de l'aide sociale. Cette année, ça ne prend que quatre ou cinq jours avant qu'on n'ait plus de place. »

Une analyse que ne partage pas le ministère de la Santé et des Services sociaux, joint par La Presse. « Contrairement à ce que vous avancez, les refuges ne sont pas pleins et il reste de la place », a indiqué Sarah Bigras, attachée de presse du ministre Lionel Carmant.

[Retour à la table des matières](#)



Québec ouvrira deux nouveaux refuges pour itinérants à Montréal

Le Devoir – 2021-06-11

Par : Jeanne Corriveau

<https://www.ledevoir.com/societe/610287/quebec-ouvrira-deux-nouveaux-refuges-pour-itinerants-a-montreal>

En prévision de la fermeture prochaine du refuge pour itinérants de l'Hôtel Dupuis, Québec compte ouvrir deux nouveaux sites pour accueillir les sans-abri cet été. L'Hôtel-Dieu disposera de 100 lits à compter du 1er juillet. Au cours des prochains mois, l'Auberge Versailles accueillera aussi des itinérants.

Ouvert depuis novembre dernier, le refuge de l'Hôtel Dupuis accueillait à l'origine 380 sans-abri. Au printemps, le nombre a été réduit à environ 180 personnes, compte tenu notamment des travaux de rénovation en cours et des changements dans les services offerts. Sa fermeture est toutefois prévue pour le 30 juin prochain puisque le contrat conclu entre l'hôtel et la Ville de Montréal prend fin à cette date.

Le cabinet du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a confirmé vendredi l'ouverture prochaine d'un refuge à l'Hôtel-Dieu avec 100 places. Si nécessaire, il pourrait accueillir 200 personnes dans les prochains mois.

Des travaux sont également en cours à l'Auberge Versailles qui disposera de 100 places dans les prochains mois, mais Québec ne précise pas de date d'ouverture. D'autres lits pourraient être ajoutés par la suite, indique-t-on.

« C'est une bonne nouvelle », estime Samuel Watts, président de la Mission Bon Accueil qui pilotait, avec d'autres partenaires, le refuge de l'Hôtel Dupuis. « Nous allons pouvoir continuer à appliquer notre approche de santé urbaine. »

Car selon lui, l'hébergement temporaire des itinérants ne suffit pas et il est nécessaire d'accompagner les sans-abri afin de les aider à trouver un logement permanent. Depuis le début de la pandémie, 280 personnes ont ainsi pu être relogées dans des appartements permanents et elles ont bénéficié de soutien au loyer et de soutien psychosocial dans le cadre du programme baptisé Bienvenue, dit-il. « Ça aide beaucoup parce que ce sont des personnes qui n'ont plus besoin des services d'urgence [des refuges]. Mais on n'a pas trouvé le "robinet". On a toujours des nouveaux », signale néanmoins M. Watts.

Président de la Old Brewery Mission, James Hughes juge qu'il était important d'éviter une rupture de services après la fermeture du refuge de l'hôtel Dupuis. « Ce qui nous a été présenté est fort intéressant et très prometteur. Je pense que le modèle qui sera mis en place sera encore mieux que ce qui était offert à l'Hôtel Dupuis », a-t-il indiqué au Devoir, en évoquant la possibilité que des services puissent être offerts toute la journée.

Pour la Société de développement commercial (SDC) de la rue Sainte-Catherine Est, la fermeture du refuge de l'Hôtel Dupuis coïncide avec une reprise des activités sur l'artère durement éprouvée par la pandémie, la rareté de travailleurs au centre-ville et la fermeture prolongée des bars et des restaurants. « C'est justifié que l'immeuble de la place Dupuis



revienne à sa vocation commerciale », estime Gabrielle Rondy, directrice des communications à la SDC. « C'est sûr qu'à la SDC, on est inquiets des retombées de la fermeture sur la mixité sociale du Village. » Selon elle toutefois, la présence sur le terrain de plusieurs organismes, de même que des agents d'accueil, qui font depuis janvier le pont entre les organismes, les policiers, les commerçants et la population marginalisée, a permis de faciliter la cohabitation dans les derniers mois.

Les nouveaux refuges n'empêcheront peut-être pas l'apparition de nouveaux campements, reconnaît Samuel Watts. « On a toujours des craintes. Quand je vois des campements, ça m'attriste parce que 2021 à Montréal, on devrait être capable d'offrir une solution qui est supérieure à du camping urbain. Il y a toujours des personnes qui veulent être dehors, mais c'est une minorité. Si on était en mesure d'offrir un logement abordable, salubre et accessible, je suis convaincu que la majorité des itinérants voudraient y avoir accès. »

[Retour à la table des matières](#)



Un mouvement est lancé pour en finir avec la maltraitance

L'Express Montcalm – 2021-06-11

<https://www.lexpressmontcalm.com/article/2021/06/11/un-mouvement-est-lance-pour-en-finir-avec-la-maltraitance>

Appel à la bientraitance dans les communautés

La population est appelée à poser un geste positif et significatif envers une personne âgée de son entourage. Le 15 juin prochain est la Journée mondiale de lutte contre la maltraitance envers les personnes âgées. Un mouvement est lancé à l'approche de cette date grâce à la collaboration de tous les partenaires communautaires et multisectoriels afin de faire appel à la bientraitance.

En lien avec cette journée, les différents partenaires souhaitent sensibiliser la population à agir de façon positive envers les personnes âgées et de poser des gestes simples.

Dans les semaines du 14 au 21 juin, le comité lanaudois de lutte à la maltraitance, représentant 80 groupes communautaires et multisectoriels des six MRC du territoire distribuera 15 000 trousse de sensibilisation à la maltraitance.

Distribution de trousse

Les trousse seront remises aux personnes âgées qui reçoivent un pilulier de leur pharmacie habituelle. Cette initiative est rendue possible grâce à la collaboration des pharmacies de Lanaudière.

Chacune trousse comprend différents dépliants informant les aînés des ressources communautaires de leur MRC. Elle est adaptée selon les ressources de chacune des MRC.

Grâce à cet outil, les aînés en apprendront davantage sur les centres d'actions bénévoles, les AQDR, les intervenants de milieu auprès des aînés vulnérables, Équijustice nord et sud, le transport médical, la popote roulante, etc.

Le comité lanaudois de lutte à la maltraitance invite les citoyens à poser un geste ou une action positive auprès d'une personne âgée d'une famille, de l'entourage ou du quartier.

Par cette sensibilisation, le comité lanaudois veut faire une différence dans la communauté et constater davantage de bientraitance dans la société envers les personnes âgées. Que ça soit un geste, une action ou une attention particulière, on encourage tout simplement de la bientraitance.

[Retour à la table des matières](#)



trouvais que ça ressemblait plus à un entrepôt qu'à une serre, ajoute Mme Fauteux. Pourtant, les gens qui font de l'agriculture urbaine dans le Grand Sud-Ouest savaient que cette infrastructure-là existait et ils ne comprenaient pas pourquoi ce n'était pas utilisé.» Et des légumes pour tous Il y a cinq ans, des gens de la communauté ont donc retroussé leurs manches et ont proposé un projet collectif à l'arrondissement de Verdun. Ensemble, ils ont conçu Grand Potager, un organisme sans but lucratif ayant pour mission de créer «un pôle d'échanges et de partage de savoirs en agriculture urbaine, afin de faciliter l'émergence de projets novateurs et de favoriser la sécurité alimentaire des citoyens.» L'arrondissement a aussitôt manifesté son intérêt d'ouvrir cet espace collaboratif pour un projet pilote de cinq ans.

Concrètement, Grand Potager est le gestionnaire des activités dans les serres municipales de Verdun. Ainsi, il facilite l'accès à des espaces de production agricole adaptés à la réalité urbaine. Il comprend notamment 20 000 pieds carrés d'espaces de production disponibles en location. Sur place, les membres peuvent partager les outils et leurs connaissances pour le bien commun. Tous les citoyens peuvent également s'approvisionner au centre de jardinage tenu par Semis urbains, l'un des membres de Grand Potager. De plus, ils possèdent un site extérieur pour faire des démonstrations de techniques innovantes d'agriculture urbaine, accueillir des marchés fermiers saisonniers, des camps de jour et des événements écoresponsables.

Jardiner ensemble Parmi les réalisations des cinq premières années de Grand Potager, notons Hamidou horticulture. Hamidou Maïga a commencé sa production de légumes, principalement originaires de l'Afrique, dans les serres municipales de Verdun par l'entremise de Grand Potager. Quelques années plus tard, il a commencé à cultiver ses légumes sur une terre à Senneville et à L'Île-Bizard. En plus de sa boutique en ligne offrant des semences et des semis, il vend aussi ses légumes directement à la serre tous les jeudis et samedis de 11 h à 17 h. Grand Potager possède aussi des ruches depuis trois ans et fait de l'aquaponie — la culture de végétaux et l'élevage de poissons dans un environnement partagé —, du compostage, et envisage d'accueillir des poules bientôt.

«Mais notre plus grande réalisation est sans doute d'avoir réussi à intéresser de plus en plus de citoyens, affirme Laurence Fauteux. Ce n'est jamais arrivé qu'on ne trouve pas de locataire pour nos espaces, et ce, pour tous les types de projets.» Maintenant que le projet pilote de cinq ans tire à sa fin, Grand Potager doit se tourner vers l'avenir. «Pour les cinq prochaines années, on aimerait imaginer de manière concertée le réaménagement du site, conclut-elle. Par exemple, certains membres ont proposé d'avoir un local pour des cuisines collectives, du recyclage de déchets, donc pas nécessairement des projets d'agriculture urbaine, mais plutôt de sécurité alimentaire.» En offrant des endroits flexibles et abordables pour ceux qui souhaitent se lancer en affaires, que ce soit pour de la production maraîchère ou de la transformation alimentaire, cela facilite grandement l'accès à ce secteur d'activité. Et lorsque la communauté a davantage accès à des aliments frais, correspondant à la culture de chacun et à proximité, cela aide indéniablement à freiner l'insécurité alimentaire.

Tout compte fait, Grand Potager souhaite maintenir sa ligne directrice principale, soit démocratiser l'agriculture urbaine sous toutes ses formes. Et qui sait, cela encouragera peut-être d'autres municipalités à revoir l'utilisation de leurs serres pour inclure la production alimentaire à leurs activités.

Grand Potager, 7000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun à Montréal.



COLLABORATION SPÉCIALE «Un pôle d'échanges et de partage de savoirs en agriculture urbaine, afin de faciliter l'émergence de projets novateurs et de favoriser la sécurité alimentaire des citoyens»

[Retour à la table des matières](#)



Un premier projet de serre permanente à Inukjuak, dans le Nunavik

Radio-Canada – 2021-06-14

Par : Delphine Jung

<https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1800099/autonomie-alimentation-projet-serre-pour-toute-annee-inukjuak-nunavik>

Les projets de serres visant à répondre aux problèmes d'insécurité alimentaire dans le nord du Canada se multiplient, mais l'un d'eux, à Inukjuak, au Nunavik, se démarque des autres. D'ici mars 2023, une serre communautaire capable d'approvisionner la population locale de certains produits frais toute l'année devrait sortir de terre, une première dans les territoires éloignés au nord du Canada.

Le projet lancé à Inukjuak a été baptisé Pirursiivik, qui signifie un endroit pour grandir en inuktitut. Issu d'une collaboration entre la fondation One Drop et la Société Makivik, ce projet prévoit la création d'un centre communautaire d'alimentation avec la collaboration du centre d'alimentation Sirivik et la mise sur pied d'une serre fonctionnelle 12 mois sur 12.

Des femmes récoltent des légumes dans une plate-bande collée contre un bâtiment au Nunavik.

Les résidents d'Inukjuak font déjà pousser des légumes dans des « boîtes froides », qui permettent la culture de légumes pendant les mois les plus chauds de l'année.

PHOTO : COURTOISIE DU PROJET PIRURSIIVIK

Ces initiatives ont pour but de lutter contre l'insécurité alimentaire et de favoriser une alimentation saine, explique Karin Kettler, cheffe de projet à la Société Makivik, rappelant combien le prix des fruits et légumes frais est très élevé dans le nord du Québec, alors que beaucoup de ses habitants vivent avec peu de revenus.

Nous dépendons beaucoup du sud. Ce serait mieux que l'on devienne plus autonomes, explique-t-elle en entrevue.

Reprendre le contrôle

Selon Annie Lamalice, qui a mené un projet de recherche sur les serres communautaires au Nunavik avec l'Université de Montréal, ce genre de projet peut permettre aux Inuit de reprendre le contrôle sur un système alimentaire mis à mal par les politiques coloniales.

Mais il y a, d'après elle, plusieurs règles à observer pour que de tels projets soient pertinents et pour qu'ils répondent vraiment aux besoins des populations locales.

Avant tout, il faut que les résidents locaux soient consultés. Cela a été le cas pour le projet d'Inukjuak, assure Mme Kettler. Nous avons lancé ce projet en 2017 et on a fait plusieurs consultations. Nous voulons répondre aux besoins de la communauté, c'est la raison pour laquelle nous leur avons demandé ce qu'ils veulent manger, ce qu'ils veulent faire pousser, dit-elle.

Une dame tient un panier de fruits et légumes dans une épicerie.
Au Nunavik, les légumes – entre autres – sont très chers.



PHOTO : ISTOCK

Marion Macé, coordonnatrice du projet et employée de la Société Makivik, affirme que 250 membres de la communauté ont été consultés à ce sujet en 2018, puis en 2020, 277 ménages ont répondu à un sondage.

Cela représente 53 % de la communauté, dit-elle. Alors oui, on n'aura jamais la certitude que le projet convient à 100 % des gens, mais nous avons un soutien significatif. En effet, 65 % des répondants ont entendu parler de la serre et soutiennent le projet.

Karin Kettler explique justement que c'est après avoir consulté les premiers concernés que des plants de laitue, de chou kale et de qungulit (une espèce de légume à feuilles vertes qui ressemble à l'oseille des montagnes) ont été choisis pour être cultivés dans la ferme hydroponique, un projet qui existe depuis peu. Les aînés sont très heureux d'avoir ce genre de culture, précise Mme Kettler.

De telles consultations seront donc aussi menées pour le projet de serre.

Un panneau sur lequel des indications de compostage sont inscrites.

Plusieurs ateliers sont mis en place pour expliquer aux locaux comment jardiner et faire du compost.

PHOTO : COURTOISIE MAKIVIK

Le sondage de 2020 a aussi révélé que 92 % des répondants achèteraient des fruits et légumes cultivés localement, principalement pour leur fraîcheur.

On peut se demander si les Inuit, ce peuple de chasseurs, sont vraiment intéressés à cultiver des tomates, des concombres et de la salade, ces ingrédients qui historiquement ne figurent pas vraiment dans leurs régimes.

On ne veut pas remplacer notre culture de chasseurs mais la compléter, puisqu'aujourd'hui nous ne sommes plus un peuple de nomades, répond Mme Kettler.

Mme Lamalice indique qu'il est impératif d'amener les populations locales à participer à la gestion des infrastructures. On doit leur expliquer d'où viennent les légumes, comment ils poussent, comment les maraîchers du sud travaillent, etc. Ce sont des apprentissages très appréciés par les Inuit, car ils n'ont que peu de contacts avec les gens du sud, explique-t-elle.

Une femme devant des étagères sur lesquelles poussent des laitues.

Le projet de serre à l'année fait partie d'un plus large projet qui comprend aussi une ferme hydroponique.

PHOTO : COURTOISIE MAKIVIK

Le projet d'Inukjuak va dans ce sens, puisque depuis quelques années, des ateliers de sensibilisation sur la culture des fruits et légumes sont organisés. Nous organisons aussi des concours. On distribue des kits de départ pour cultiver des plants, puis on voit qui a réussi à obtenir la plus grosse récolte de tomates par exemple, précise Mme Macé.

Depuis 2019, un projet de compostage a aussi été lancé. Et toujours dans l'idée d'informer la population, on va bientôt leur distribuer des petits livrets – en anglais et en inuktitut – sur les plantes traditionnelles d'Inukjuak.



Un investissement de 5 M\$

Pour le projet de serre tout au long de l'année, plusieurs études de faisabilité ont été menées entre 2018 et 2020. L'investissement est évalué à 5 millions de dollars pour l'ensemble du centre communautaire d'alimentation et les partenaires réfléchissent en ce moment à une stratégie de collecte de fonds pour réunir cette somme.

La réalisation des plans a été confiée au cabinet d'architecture EVOQ, qui travaille entre autres avec une entreprise de construction implantée dans le nord, Kautaq Construction, et dont 100 % des intérêts appartiennent à la Société Makivik.

Une bonne partie de la serre comprendra aussi un jardin communautaire dans lequel les gens pourront choisir ce qu'ils veulent faire pousser dans le lot qui leur sera attribué.

Annie Lamalice souligne aussi qu'il est important d'utiliser des technologies simples, pour là encore éviter de dépendre de l'aide et de la maintenance du sud.

Si ces projets de serre sont souvent porteurs d'espoir pour la sécurité alimentaire des communautés du nord, la chercheuse rappelle toutefois qu'il convient de ne pas trop s'emballer. Elle souligne que, parfois, les attentes sont un peu trop élevées, notamment en matière de production. Les populations locales doivent donc s'y préparer.

[Retour à la table des matières](#)



Québec met à l'essai une nouvelle approche policière à Longueuil

Radio-Canada – 2021-06-14

Par : Stéphane Bordeleau

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1801331/nouveau-modele-policier-quebec-annonce-investissements-guilbault>

La ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, et son collègue de la Santé et des Services sociaux, Lionel Carmant, annoncent l'octroi de près de 4 millions de dollars pour la mise en place à Longueuil du projet Policiers RESO, une approche qui pourrait jeter les bases d'un nouveau modèle policier au Québec.

En point de presse lundi matin, la ministre Guilbault a annoncé le versement d'une enveloppe de 3,6 millions de dollars sur trois ans pour le démarrage du projet Policiers RESO qui sera implanté au sein du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL).

Le ministre responsable de la Santé et des Services sociaux, Lionel Carmant, a quant à lui annoncé une somme supplémentaire et récurrente de 300 000 \$ pour renforcer le volet psychosocial du projet. Il est question ici d'une équipe d'intervention psychosociale (ESIP) qui sera appelée à travailler en collaboration avec des agents du SPAL lors d'interventions dites de proximité auprès de clientèles plus vulnérables.

C'est un projet avant-gardiste, un projet qui pourrait, à notre sens, jeter les bases d'un nouveau modèle policier au Québec.

Une citation de :Geneviève Guilbault, ministre de la Sécurité publique du Québec

Développé en collaboration avec le directeur du Service de police de l'agglomération de Longueuil, Fady Dagher, qui y a consacré plus de trois ans de travail, le projet Policiers RESO consiste à former une équipe de policiers triés sur le volet dont les activités seront guidées par des principes de disponibilité, de visibilité et d'accessibilité.

Ces policiers bénéficieront de stages d'immersion sociale et citoyenne et d'un programme de formation de cinq semaines où, sans arme ni uniforme, les agents seront appelés à évoluer au sein de la communauté et dans laquelle ils seront appelés à travailler.

Grâce à la philosophie de la police de concertation [...] on redéfinit la place du policier dans sa collectivité afin que son rôle ne se limite plus juste à assurer la sécurité et à créer des relations de proximité avec les citoyens, explique le directeur du SPAL, Fady Dagher. Appuyé par des partenaires, il vivra une immersion permanente au sein de la population afin d'intervenir en amont, donc bien avant que des appels d'urgence soient faits au 911.

Ce changement de cap dans l'approche policière de proximité est rendu nécessaire, selon Fady Dagher, qui explique que le nombre d'appels au 911 qui touchent des problématiques psychosociales sont en constante augmentation.

C'est pourquoi le projet Policiers RESO vise à rapprocher les policiers de la réalité que vivent les clientèles plus vulnérables, notamment les gens aux prises avec une dépendance, en situation d'itinérance, les personnes âgées ou les victimes de violence conjugale, d'agressions



sexuelles, etc. Le travail des policiers sera complété sur le terrain par une équipe d'intervention psychosociale gérée par le CIUSSS de la Montérégie-Est.

Québec espère également que cette nouvelle approche immersive permettra d'améliorer le travail policier face aux problématiques de profilage racial et social qui minent les relations entre les communautés ethniques et les forces de l'ordre.

Un rapprochement entre nos policiers et nos citoyens va générer une meilleure compréhension de part et d'autre, et ainsi favoriser des interventions davantage préventives que répressives, a expliqué la ministre Geneviève Guilbault, qui voit dans cette approche une formule qui pourrait être étendue aux autres corps policiers du Québec, si elle s'avère concluante.

Je suis convaincue que le projet Policiers RESO est susceptible d'entraîner des émulations dans les autres services de police du Québec, a-t-elle ajouté.

C'est à l'Université Laval qu'il incombera d'évaluer les résultats du projet Policiers RESO à l'aide d'indicateurs et d'un processus d'évaluation qui permettra à Québec et au SPAL de mesurer les progrès accomplis sur la base de données probantes.

Les services de police débordés

Depuis plusieurs années maintenant, les policiers du Québec doivent répondre à un nombre sans cesse croissant d'appels concernant des individus qui souffrent de problèmes de santé mentale. Certains corps de police se disent même débordés par la multiplication de ces cas qui visiblement passent à travers le filet social pour aboutir en fin de compte dans les mains de la police.

En général, 15 % à 20 % des appels récurrents viennent des mêmes endroits et ça occupe 80 % des patrouilleurs, soulignait à ce propos Fady Dagher dans un article de nos collègues Daniel Boily et Davide Gentile de novembre 2020.

Pour combler le manque de ressources, plusieurs corps policiers se sont adjoint les services de travailleurs sociaux et de personnes-ressources en santé mentale pour permettre soulager en quelque sorte les patrouilleurs débordés par ces dossiers et leur permettre de faire le travail pour lequel ils sont engagés.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Éthiopie: 91 % de la population au Tigré a besoin d'aide alimentaire (ONU)

Le Journal de Montréal – 2021-06-01

Par : AFP

<https://www.journaldemontreal.com/2021/06/01/ethiopie-91--de-la-population-au-tigre-a-besoin-daide-alimentaire-onu>

Genève | La quasi-totalité de la population dans la région du Tigré en Éthiopie a besoin d'aide alimentaire, a indiqué mardi le Programme alimentaire mondial, qui a lancé un appel de 203 millions de dollars pour accroître son aide.

Le PAM «a distribué une aide alimentaire d'urgence à plus d'un million de personnes depuis le début des distributions en mars dans les régions du nord-ouest et du sud de la région du Tigré, où un total de 5,2 millions de personnes - soit 91 % de la population du Tigré -, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence en raison du conflit», a déclaré un porte-parole, Tomson Phiri, lors d'un point de presse à Genève.

«Nous sommes profondément préoccupés par le nombre de personnes que nous voyons avoir besoin d'un soutien nutritionnel et d'une aide alimentaire d'urgence», a-t-il ajouté.

Le PAM est responsable de l'aide alimentaire d'urgence dans les zones du nord-ouest et du sud du Tigré et va intensifier ses opérations pour atteindre 2,1 millions de personnes dans ces zones.

L'accès, en particulier dans les zones rurales, reste le principal défi.

«Le PAM demande 203 millions de dollars (166 millions d'euros, ndlr) pour continuer à accroître sa réponse dans le Tigré afin de sauver des vies et des moyens de subsistance jusqu'à la fin de l'année», a expliqué M. Phiri.

Plus de six mois après le lancement d'une opération militaire annoncée comme rapide par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, les combats et exactions se poursuivent au Tigré où le spectre d'une famine plane depuis plusieurs mois.

Le 26 mai, le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, a ainsi averti qu'«il existe un risque sérieux de famine si l'aide n'est pas augmentée ces deux prochains mois».

[Retour à la table des matières](#)



160 morts dans l'attaque la plus meurtrière au Burkina, le Sahel dans l'abîme

Le Journal de Montréal – 2021-06-06

Par : AFP

<https://www.journaldemontreal.com/2021/06/06/160-morts-dans-lattaque-la-plus-meurtriere-au-burkina-le-sahel-dans-labime>

OUAGADOUGOU | L'attaque la plus meurtrière menée au Burkina Faso depuis six ans qu'il est en proie aux violences jihadistes a fait 160 morts, selon un dernier bilan donné dimanche, et illustre la descente aux enfers de ce pays et de ses voisins sahéliens.

Le bilan de l'attaque menée par de présumés jihadistes dans la nuit de vendredi à samedi à Solhan, commune rurale du nord-est du Burkina, n'a cessé de grimper: d'abord d'«une centaine», il est passé à 138, puis à 160, selon des sources locales.

Au total, «160 corps ont été inhumés hier [samedi] dans trois fosses communes par les populations locales [...], dont une vingtaine d'enfants», a déclaré un élu de la région.

Un bilan confirmé par une autre source locale qui a précisé que «50 corps ont été enterrés dans chacune des deux fosses communes et 60 corps dans le troisième fossé».

« Ce sont les populations elles-mêmes qui ont procédé à l'enlèvement et à l'enterrement des corps après les avoir rassemblés et transportés » sur des triporteurs, a ajouté cette source.

L'élu local a affirmé que «la situation est encore volatile dans la zone malgré l'annonce d'opérations militaires» et «que les populations continuent à fuir Solhan» pour les agglomérations proches de Sebba et de Dori. «Beaucoup ont tout perdu après l'incendie de leurs biens et de leurs habitations», a-t-il dit.

Solhan est une petite localité située à une quinzaine de kilomètres de Sebba, chef-lieu de la province du Yagham, qui a enregistré ces dernières années de nombreuses attaques attribuées à des jihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Cette zone est proche des frontières avec le Mali et le Niger.

Depuis l'invasion du nord du Mali en 2012 par des groupes jihadistes, la situation s'y est aggravée en dépit de l'intervention militaire française — d'abord Serval, puis Barkhane plus étendue — et a fait tache d'huile, les groupes jihadistes frappant désormais le Burkina et le Niger, essentiellement dans ou près de la zone dite des «trois frontières» entre ces trois pays.

Les attaques sont régulières depuis près de dix ans au Mali et déstabilisent gravement ce pays qui vient de connaître un second coup d'État en moins d'un an, entraînant la suspension de la coopération militaire de la France.

Le Burkina, épargné par les violences du temps de Blaise Compaoré (1987-2014), accusé d'avoir négocié avec les groupes jihadistes pour préserver son pays, en est la victime depuis 2015: au moins 1400 morts et un million de déplacés.

Armée mal équipée



Le nouveau président Roch Marc Christian Kaboré, qui a succédé en 2015 à Blaise Compaoré, a fait de la lutte «antiterroriste» sa priorité et il a été réélu en 2020 en grande partie sur la promesse de ramener la paix dans son pays.

Mais l'armée burkinabée, faible et mal équipée, ne parvient pas à contrer les attaques de plus en plus nombreuses et doit s'appuyer sur des supplétifs civils, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), qui payent un lourd tribut à la lutte antijihadiste.

Au Niger, le nouveau chef de l'État, Mohamed Bazoum, estime que son pays est avant tout victime de la situation au Mali, d'où, selon lui, viennent les groupes jihadistes qui le frappent. Le Niger a été lui aussi victime le 21 mars d'attaques massives contre des villages de la région de Tilla, proche de la frontière malienne, qui ont fait 141 morts.

La communauté internationale condamne systématiquement ces «attaques barbares» sans sembler pouvoir être en mesure de les contrer.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a annoncé dimanche un voyage «cette semaine» au Burkina Faso, au cours duquel il exprimera «à nouveau la solidarité de la France», ancienne puissance coloniale.

En condamnant samedi l'attaque de Solhan, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a souligné «la nécessité urgente que la communauté internationale renforce son soutien à l'un de ses membres dans son combat contre la violence extrémiste et son bilan humain inacceptable». Le pape a dit avoir prié «pour les victimes du massacre» de Solhan. «L'Afrique a besoin de paix, pas de violence», a-t-il estimé.

L'Union européenne (UE) a également condamné «ces attaques lâches et barbares», appelant «à tout mettre en œuvre pour que leurs auteurs répondent de leurs actes».

L'attaque massive de Solhan en a suivi de près une autre, menée tard vendredi soir, sur un village de la même région, Tadaryat, au cours de laquelle au moins 14 personnes ont été tuées.

Ces attaques surviennent une semaine après deux autres attaques dans la même zone faisant quatre tués.

Les 17 et 18 mai, 15 villageois et un soldat avaient été tués lors de deux assauts contre un village et une patrouille dans le nord-est du pays.

[Retour à la table des matières](#)



Cameroun – Assistance humanitaire: Le Canada apporte son aide aux déplacés victimes de Boko Haram

CIN – 2021-06-11

Par : Pierre Arnaud NTCHAPDA

<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-assistance-humanitaire-le-canada-apporte-son-aide-aux-deplaces-victimes-de-boko-haram-401967.html>

Son Haut-Commissaire au Cameroun, Richard Bale, vient de rencontrer le gouverneur de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakari.

Le Canada au chevet des déplacés internes victimes des exactions de la secte terroriste Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord. Le Haut-Commissaire de ce pays d'Amérique du Nord au Cameroun s'est rendu dans ce coin du pays. La CRTV-Télé a évoqué la rencontre entre le gouverneur Midjiyawa Bakari et Richard Bale dans son journal de cette mi-journée. Au cours de cette audience à Maroua, les deux hommes ont parlé des projets humanitaires dans la région.

« Le gouverneur m'a décrit la situation sécuritaire ici et sur la frontière du Nigeria ainsi que dans le bassin du Lac Tchad », a expliqué à la presse le diplomate canadien. Il a ajouté que son pays apporte en réalité son aide humanitaire aux populations de l'Extrême-Nord depuis près de 3 ans. « On soutient à travers une organisation au Canada qui s'appelle « Mission Inclusion ». On les finance et eux à leur tour, ils travaillent avec un partenaire local : Dede qualitas. Ils ont des projets humanitaires dans le Mayo- Sava et le Mayo -Tsanaga », a renseigné Son Excellence Bale. La CRTV fait savoir que le gouverneur Midjiyawa Bakari a exprimé la gratitude du gouvernement camerounais à l'endroit de son partenaire.

Le Canada est l'un des principaux partenaires du Cameroun dans la réponse humanitaire. En Mai 2021, il a annoncé un financement de 5,8 millions de dollars d'aide humanitaire en faveur du genre pour 2021. L'aide humanitaire du Canada est fournie à travers les agences des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales. Elle comprend un appui à la fourniture de services alimentaires, nutritionnels et sanitaires, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que des services de protection.

Le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Richard Bale, a fait cette annonce lors d'une réunion des donateurs humanitaires avec La Coordination des ONG Internationales Humanitaires au Cameroun (CHINGO) à Yaoundé le 11 mai 2021. « Le Canada est un partenaire de longue date du Cameroun et à ce titre, nous restons déterminés à fournir un soutien humanitaire continu alors que le pays est confronté à des crises croissantes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, parallèlement à notre soutien pour réduire les facteurs de conflit », avait-il déclaré.

Le Canada apporte aussi au Cameroun son expertise en matière de décentralisation, de bilinguisme et de multiculturalisme. Il dispose par ailleurs de l'expertise en matière d'énergie, de technologies de l'information et de la communication, d'infrastructures et de commerce qu'il pourrait valablement mettre au service de son partenaire qu'est le Cameroun.

[Retour à la table des matières](#)





Ethiopie : 33.000 enfants de la région du Tigré sont en danger de mort imminente, selon la directrice exécutive de l'UNICEF

XinhuaNet – 2021-06-15

http://french.xinhuanet.com/2021-06/15/c_1310007816.htm

NEW YORK (Nations Unies), 14 juin (Xinhua) -- Au moins 33.000 enfants souffrant de malnutrition sévère de la région éthiopienne du Tigré ravagée par les combats risquent une mort imminente, s'ils ne bénéficient pas d'aide immédiate, a averti lundi Henrietta Fore, directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon Mme Fore, le fonds estime que 56.000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'un traitement pour malnutrition aiguë sévère, et dans certaines parties de la région du Tigré, dans l'extrême nord de l'Ethiopie, inaccessibles aux travailleurs humanitaires, ces 33.000 enfants mourront s'ils ne reçoivent pas d'aide.

"Ces enfants font partie des plus de 2,2 millions d'habitants du nord de l'Ethiopie qui souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë, dont au moins 140.000 au Tigré qui sont déjà confrontés à des conditions proches de la famine", a-t-elle déclaré dans un communiqué. "Au cours du seul mois dernier, nous avons constaté une multiplication par quatre des admissions hebdomadaires d'enfants pour traitement de la malnutrition aiguë sévère", a-t-elle ajouté.

Après sept mois de conflit entre les troupes gouvernementales et les forces du Tigré, la région a atteint le niveau 5 ("Catastrophe/Famine") du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaires. Les travailleurs humanitaires se plaignent depuis des mois du manque d'accès pour apporter l'aide aux personnes en ayant besoin. Fin

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)